

COMITE DES FINANCES LOCALES

SEANCE DU 8 FEVRIER 2011

REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE EN MATIERE DE CIRCULATION ROUTIERE

Le présent rapport a pour objet de soumettre au comité des finances locales la répartition pour 2010 du produit des amendes de police relatives à la circulation routière en application des articles L. 2334-24 et L. 2334-25 du code général des collectivités territoriales.

I - LA REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE EN MATIERE DE CIRCULATION ROUTIERE

Le produit des amendes de police relatives à la circulation routière fait l'objet d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales.

Les sommes mises en répartition à ce titre et versées annuellement aux collectivités locales correspondent au produit effectivement recouvré au cours de chaque exercice. A cet effet, un crédit d'un montant prévisionnel est inscrit en loi de finances initiale de l'année en cours et un premier ajustement est effectué en loi de finances rectificative de l'année afin d'anticiper le produit encaissé au titre de l'année. Un ajustement définitif est effectué en loi de finances rectificative de l'année suivante.

Les modalités de répartition résultent des dispositions inchangées depuis 2002 et prévues aux articles R. 2334-10 à R. 2334-12, et R. 4414-1 et R. 4414-2 du code général des collectivités territoriales.

La répartition est proportionnelle au nombre de contraventions à la police de la circulation constatées l'année précédente sur le territoire de chacune des collectivités bénéficiaires.

Les attributions revenant aux communes et groupements de communes de plus de 10 000 habitants leur sont versées directement. Les sommes correspondant aux communes et groupements de communes de moins de 10 000 habitants sont réparties par les conseils généraux qui établissent la liste des bénéficiaires et fixent le montant des attributions selon l'urgence et le coût des travaux à réaliser. C'est ensuite aux préfets, ordonnateurs secondaires, qu'incombe le soin de prendre les arrêtés attributifs correspondants.

En application de l'article R. 4414-1 du code général des collectivités territoriales, la part du produit revenant à la région Ile-de-France, est répartie de façon spécifique de la manière suivante :

- 25% de cette part revient aux communes d'Ile-de-France,
- 25% de cette part est versée à la région Ile-de-France et
- 50% est attribuée au syndicat des transports d'Ile-de-France.

En application de l'article R. 2334-12 précité les sommes allouées doivent être utilisées au financement des opérations suivantes :

1- Pour les transports en commun :

"a) aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès aux réseaux, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;

"b) aménagements de voirie, équipements destinés à une meilleure exploitation des réseaux ;

"c) équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

2- Pour la circulation routière :

"a) étude et mise en œuvre de plans de circulation ;

"b) création de parcs de stationnement ;

"c) installation et développement de signaux lumineux et de la signalisation horizontale ;

"d) aménagement de carrefours ;

"e) différenciation du trafic ;

"f) travaux commandés par les exigences de la sécurité routière".

Pour bénéficier de ces attributions, les groupements doivent exercer la totalité des compétences communales en matière de voies communales, de transports en commun et de parcs de stationnement. C'est notamment le cas des communautés urbaines.

La population prise en compte pour l'application de la règle de seuil mentionnée ci-dessus est celle définie à l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales. Il s'agit de la population dite « DGF ».

II - LA REPARTITION AU TITRE DE L'EXERCICE 2010

Le montant mis en répartition au titre d'une année correspond au montant inscrit en loi de finances (2010) calculé à partir d'une estimation du produit des amendes à recouvrer, abondé ou réduit, selon le cas, de la différence constatée en loi de finances rectificative (2010) entre le produit des amendes effectivement encaissé au cours de l'année précédente (2009) et le montant initialement inscrit en loi de finances pour la même année (2009).

Il convient également de prendre en compte dans cette répartition une anticipation du produit des amendes encaissé au titre de l'année en cours (2010) intégré dans les dispositions de la loi de finances rectificative pour 2010.

Par ailleurs, le montant des éventuelles rectifications dues à des erreurs de recensement est imputé sur la masse à répartir.

Pour obtenir la valeur de point nécessaire à la répartition du produit, le montant ainsi calculé est divisé par le nombre d'amendes dressées sur l'ensemble du territoire (métropole, départements d'Outre-mer et Saint-Pierre-et-Miquelon) au cours de l'année N-1 (2009). La somme revenant aux collectivités locales résulte de la multiplication du nombre d'amendes constatées sur leur territoire par cette valeur de point.

1- Le nombre d'amendes dressées en 2009 :

La comptabilisation des amendes est effectuée par la direction générale de la gendarmerie nationale s'agissant de la gendarmerie et par les préfets pour les services de police (sécurité publique, C.R.S. et polices municipales) qui en communiquent les résultats à la direction générale des collectivités locales.

L'année 2009 a été caractérisée par l'expérimentation du procès-verbal électronique (PVé) dans quelques communes et services de police. Le nombre d'amendes dressées grâce à ce nouveau mode de verbalisation a été obtenu auprès des services de la DPICA-ANTAI (la direction du projet

interministériel du contrôle automatisé (DPICA) va être prochainement transformée en établissement public - l'ANTAI - : agence nationale de traitement automatisé des infractions).

Le nombre total de contraventions constatées au cours de l'année 2009 sur le territoire de l'ensemble des communes de métropole et d'outre-mer est de **25 924 719**, soit une hausse de +3,46 % par rapport à 2009. Cette augmentation est le résultat de quatre composantes : un fléchissement des amendes émises par la gendarmerie nationale (-0,90 %, soit - 24 760 amendes), une baisse du nombre des amendes émises par la police nationale (-2,72 %, soit - 279 200 amendes), une hausse des amendes dressées par les services de police municipale (+9,44%, soit + 1 137 189 amendes) et l'intégration des amendes dressées par procès-verbal électronique (32 863 amendes).

L'année 2009 se caractérise par le renforcement des politiques municipales en matière de stationnement (création de places de stationnement) et le déploiement d'un nouveau mode de verbalisation : le procès-verbal électronique.

2- Le montant mis en répartition en 2010 :

Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2010, un montant de 640 M€ était prévu au titre du produit des amendes de police rétrocédé aux collectivités locales. Ce montant se décomposait en 510 M€ au titre du produit des amendes forfaitaires de la police de circulation et 130 M€ au titre des amendes de police dressées par voie de radars automatiques (en vertu de l'article 40 de la loi de finances pour 2008 – dont 30 M€ au bénéfice des départements¹).

Comme tous les ans, la loi de finances rectificative pour 2010 a pris acte de la régularisation du produit des amendes au titre de l'exercice n-1². La régularisation complémentaire du produit des amendes qui en résulte pour 2009 s'établit ainsi à -2,848 M€.

A ce montant, il convient de déduire, comme l'an passé, le montant de la régularisation du produit des amendes forfaitaires au titre de l'année 2010, que la loi de finances rectificative pour 2010 a anticipé pour un montant de - 9 M€. Pour mémoire, lors de la dernière répartition, l'anticipation de la régularisation du produit des amendes forfaitaires encaissé au titre de 2009 s'était traduite par une minoration de la masse à répartir au titre de cette même année de 64 M€ (loi de finances rectificative pour 2009).

En outre, la loi de finances rectificative pour 2010 effectue un prélèvement de 7,5 M€ au profit du fonds d'amorçage du PVé en faveur des communes ou des groupements qui souhaitent acquérir les équipements relatifs au PVé, conformément aux dispositions de l'article 3 de la LFR pour 2010.

Le reliquat de la réserve pour rectification s'élève à 1 093 321 € au 31 décembre 2010. Il est donc proposé de porter cette réserve à 1,5 M€ au titre de la répartition 2011, comme le montant initial fixé début 2010.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, le produit des amendes forfaitaires pour 2010 à répartir par le comité des finances locales s'établit ainsi à **590 244 981 €**.

La somme à répartir augmente (+ 29,53%) par rapport à celle de l'année précédente, où elle atteignait 455 679 325 €. Le poids des prélèvements effectués sur la masse à répartir atteint cette année 3,17 % de la masse initiale contre 31,98% en 2009, du fait d'une moindre régularisation mais également de l'absence de prélèvement au profit du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD).

¹ Ces 30 M€ ont fait l'objet d'une répartition spécifique le 30 novembre dernier. Restent donc à répartir les 100 M€ au titre des amendes dressées par voie de radars automatiques en 2010. Pour mémoire, le solde du CAS Radars, qui était rétrocédé depuis 2004 aux communes et groupements de communes bénéficiaires du produit des amendes de police, est désormais attribué à l'AFITF (article 40 de la LFI 2008).

² Celle-ci correspond à la différence entre le produit des amendes forfaitaires inscrit en loi de finances initiale et le montant des amendes effectivement encaissé.

Cette somme est déterminée comme suit :

Montant inscrit en LFI 2010 au titre des prévisions de recettes des amendes forfaitaires (510 M€ + 130 M€ radars)	640 000 000 €
<hr/>	
Montant effectivement prélevé sur les recettes de l'Etat en LFI 2010 au profit des collectivités territoriales	= 640 000 000 €
<hr/>	
Ajustements effectués en LFR 2010 :	
- Régularisation des amendes 2009 (LFR 2010)	- 2 848 340 €
- Anticipation de la régularisation des amendes recouvrées en 2010 (LFR 2010)	- 9 000 000 €
- Prélèvement au profit du fonds d'amorçage pour le PVé (LFR 2010)	- 7 500 000 €
+ Reliquat de la réserve pour 2010	+ 1 093 321 €
- Réserve pour rectification pour 2011	- 1 500 000 €
TOTAL à répartir pour 2010	<hr/> 620 244 981 €
Répartition au titre des amendes relevées par voie de radars automatiques au profit des départements (CFL du 30 novembre 2010)	- 30 000 000 €
TOTAL à répartir au titre des amendes forfaitaires au profit des communes et EPCI pour 2010	= 590 244 981 €

3- Calcul de la valeur de point en 2010:

La valeur de point résultant du rapport entre la somme à répartir et le nombre d'amendes recensées s'établit pour 2010 à :

$$\frac{590\,244\,981\ \text{€}}{25\,924\,719} = \mathbf{22,7676\ \text{€}}$$

contre 18,1845 € en 2009, soit une hausse de + 25,20 %. La hausse de la valeur de point en 2010 s'explique par la hausse conjuguée du montant à répartir (+29,53 %) et du nombre d'amendes recensées (+3,46%).

Cette valeur de point est appliquée au nombre de contraventions constatées sur le territoire de chaque collectivité pour déterminer le montant des dotations versées directement ou réparties par les conseils généraux.

Le mécanisme propre à la répartition du produit des amendes de police, à savoir le décalage qui résulte de l'ouverture d'une masse à répartir calculée sur une estimation des recouvrements en N à partir de données N-2, à laquelle est imputé un ajustement correspondant à la différence entre les prévisions et le recouvrement effectivement constaté en N-2, ensemble rapporté à un nombre d'amendes constaté en N-1, conduit ainsi à des variations prononcées, voire erratiques, de la valeur de point d'une année sur l'autre.

Evolution de la valeur de point depuis 1988 (en euros)

Année	Valeur de point	Variation
1988	5,00	-
1989	4,55	-8,97%
1990	7,05	54,87%
1991	8,08	14,69%
1992	8,42	4,15%
1993	7,92	-5,96%
1994	8,82	11,40%
1995	10,97	24,43%
1996	11,31	3,10%
1997	12,57	11,12%
1998	12,65	0,63%
1999	13,30	5,16%
2000	12,60	-5,26%
2001	14,14	12,23%
2002	15,85	12,09%
2003	14,75€	-6,94%
2004	14,35€	-2,71%
2005	25,98€	+ 81,00%
2006	23,54€	-9,41%
2007	17,28€	-26,55%
2008	21,31€	+23,28%
2009	18,18€	-14,68%
2010	22,76€	+25,20%

Sur la base de la valeur de point ci-dessus, la répartition 2010 conduit aux résultats suivants :

	Rappel 2009	Attributions 2010 ³	Variation 2010/09
communes de plus de 10 000 habitants et EPCI	260 697 910 €	344 026 280 €	+ 31,96 %
communes de moins de 10 000 habitants (attributions perçues par les conseils généraux)	49 098 455 €	62 371 562 €	+ 27,03 %
région Ile-de-France	48 627 653 €	61 282 380 €	+ 26,02 %
syndicat des transports d'Ile de France	97 255 306 €	122 564 760 €	+ 26,02 %

³ A signaler : le total de ces attributions présente un écart de 1€ par rapport à la masse totale à répartir, écart dû à des arrondis dans les calculs.

**REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE
REPARTITION 2010**

N°	DEPARTEMENT	COMMUNES < 10000		COMMUNES > 10000		TOTAL	
		nombre de contraventions	dotation en euros	nombre de contraventions	dotation en euros	total contraventions	dotation en euros
01 -	AIN	52 179	1 187 993	46 205	1 051 979	98 384	2 239 973
02 -	AISNE	25 714	585 447	56 560	1 287 738	82 274	1 873 186
03 -	ALLIER	15 657	356 473	35 777	814 558	51 434	1 171 031
04 -	ALPES HTE PROVENCE	23 820	542 325	15 638	356 041	39 458	898 366
05 -	HAUTES-ALPES	15 631	355 881	23 444	533 765	39 075	889 646
06 -	ALPES MARITIMES	21 880	498 156	984 720	22 419 762	1 006 600	22 917 919
07 -	ARDECHE	18 478	420 701	19 615	446 587	38 093	867 288
08 -	ARDENNES	17 124	389 873	25 777	586 882	42 901	976 755
09 -	ARIEGE	10 259	233 573	12 819	291 859	23 078	525 432
10 -	AUBE	24 364	554 711	54 407	1 238 720	78 771	1 793 431
11 -	AUDE	19 442	442 649	75 074	1 709 259	94 516	2 151 907
12 -	AVEYRON	16 802	382 542	47 039	1 070 968	63 841	1 453 510
13 -	BOUCHES DU RHONE	56 680	1 290 471	968 915	22 059 920	1 025 595	23 350 390
14 -	CALVADOS	47 691	1 085 812	161 613	3 679 549	209 304	4 765 361
15 -	CANTAL	8 619	196 234	19 411	441 943	28 030	638 177
16 -	CHARENTE	24 400	555 531	44 555	1 014 413	68 955	1 569 943
17 -	CHARENTE MARITIME	53 066	1 208 188	118 247	2 692 207	171 313	3 900 395
18 -	CHER	15 640	356 086	36 037	820 478	51 677	1 176 564
19 -	CORREZE	15 291	348 140	30 665	698 170	45 956	1 046 310
20 -A	CORSE DU SUD	11 069	252 015	37 491	853 582	48 560	1 105 597
20 -B	CORSE (HAUTE)	17 787	404 968	21 493	489 345	39 280	894 313
21 -	COTE D'OR	34 251	779 815	103 997	2 367 768	138 248	3 147 582
22 -	COTES D'ARMOR	30 159	686 650	49 287	1 122 149	79 446	1 808 799
23 -	CREUSE	5 407	123 105	1 480	33 696	6 887	156 801
24 -	DORDOGNE	23 385	532 422	45 637	1 039 047	69 022	1 571 469
25 -	DOUBS	29 429	670 029	82 683	1 882 498	112 112	2 552 527
26 -	DROME	38 388	874 005	72 788	1 657 212	111 176	2 531 216
27 -	EURE	44 928	1 022 905	57 091	1 299 828	102 019	2 322 733
28 -	EURE ET LOIR	29 616	674 287	63 886	1 454 534	93 502	2 128 821
29 -	FINISTERE	29 837	679 318	169 083	3 849 623	198 920	4 528 941
30 -	GARD	58 441	1 330 564	151 362	3 446 157	209 803	4 776 722
31 -	GARONNE (HAUTE)	32 902	749 101	275 250	6 266 796	308 152	7 015 898
32 -	GERS	17 422	396 658	7 466	169 983	24 888	566 641
33 -	GIRONDE	59 766	1 360 731	381 932	8 695 695	441 698	10 056 426
34 -	HERAULT	63 372	1 442 832	446 930	10 175 547	510 302	11 618 378
35 -	ILLE ET VILAINE	38 261	871 113	214 650	4 887 077	252 911	5 758 190
36 -	INDRE	17 772	404 627	23 062	525 068	40 834	929 694
37 -	INDRE ET LOIRE	29 400	669 369	147 271	3 353 015	176 671	4 022 384
38 -	ISERE	64 638	1 471 655	404 758	9 215 389	469 396	10 687 045
39 -	JURA	27 267	620 806	21 796	496 244	49 063	1 117 049
40 -	LANDES	35 965	818 839	31 866	725 514	67 831	1 544 353
41 -	LOIR ET CHER	18 654	424 708	34 744	791 039	53 398	1 215 747
42 -	LOIRE	24 879	566 436	193 797	4 412 303	218 676	4 978 739
43 -	LOIRE (HAUTE)	11 181	254 565	22 503	512 340	33 684	766 906
44 -	LOIRE ATLANTIQUE	38 108	867 630	439 655	10 009 912	477 763	10 877 542
45 -	LOIRET	26 572	604 982	126 930	2 889 898	153 502	3 494 880
46 -	LOT	13 321	303 288	20 397	464 392	33 718	767 680
47 -	LOT ET GARONNE	18 668	425 027	46 060	1 048 678	64 728	1 473 705
48 -	LOZERE	6 941	158 030	4 275	97 332	11 216	255 362
49 -	MAINE ET LOIRE	25 659	584 195	137 271	3 125 338	162 930	3 709 534
50 -	MANCHE	28 171	641 388	22 154	504 395	50 325	1 145 782
51 -	MARNE	24 129	549 361	160 615	3 656 826	184 744	4 206 187
52 -	MARNE (HAUTE)	19 813	451 095	21 547	490 575	41 360	941 670
53 -	MAYENNE	14 658	333 728	25 099	571 445	39 757	905 174
54 -	MEURTHE ET MOSELLE	37 408	851 692	173 938	3 960 160	211 346	4 811 852
55 -	MEUSE	13 144	299 258	15 299	348 322	28 443	647 580
56 -	MORBIHAN	26 978	614 226	61 600	1 402 487	88 578	2 016 713
57 -	MOSELLE	65 542	1 492 237	209 551	4 770 984	275 093	6 263 222
58 -	NIEVRE	12 471	283 935	19 728	449 160	32 199	733 096

**REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE
REPARTITION 2010**

N°	DEPARTEMENT	COMMUNES < 10000		COMMUNES > 10000		TOTAL	
		nombre de contraventions	dotation en euros	nombre de contraventions	dotation en euros	total contraventions	dotation en euros
59 -	NORD	71 390	1 625 383	661 838	15 068 497	733 228	16 693 880
60 -	OISE	37 177	846 433	88 196	2 008 016	125 373	2 854 449
61 -	ORNE	17 949	408 657	22 198	505 396	40 147	914 053
62 -	PAS DE CALAIS	77 407	1 762 376	180 577	4 111 314	257 984	5 873 690
63 -	PUY DE DOME	25 725	585 698	150 982	3 437 506	176 707	4 023 203
64 -	PYR. ATLANTIQUES	33 094	753 473	218 885	4 983 498	251 979	5 736 970
65 -	HAUTES-PYRENEES	12 267	279 291	49 208	1 120 351	61 475	1 399 641
66 -	PYR.ORIENTALES	35 227	802 036	85 463	1 945 792	120 690	2 747 828
67 -	RHIN (BAS)	42 385	965 007	267 816	6 097 541	310 201	7 062 548
68 -	RHIN (HAUT)	34 929	795 251	162 791	3 706 369	197 720	4 501 620
69 -	RHONE	28 818	656 118	1 014 790	23 104 386	1 043 608	23 760 504
70 -	SAONE (HAUTE)	13 602	309 686	5 001	113 861	18 603	423 547
71 -	SAONE ET LOIRE	34 868	793 862	78 490	1 787 033	113 358	2 580 895
72 -	SARTHE	22 254	506 671	78 175	1 779 861	100 429	2 286 533
73 -	SAVOIE	41 270	939 621	104 594	2 381 360	145 864	3 320 981
74 -	SAVOIE (HAUTE)	50 300	1 145 213	222 393	5 063 366	272 693	6 208 579
76 -	SEINE MARITIME	69 772	1 588 545	398 013	9 061 821	467 785	10 650 366
79 -	SEVRES (DEUX)	20 034	456 127	37 220	847 412	57 254	1 303 539
80 -	SOMME	43 004	979 100	78 407	1 785 143	121 411	2 764 243
81 -	TARN	13 416	305 451	67 845	1 544 671	81 261	1 850 122
82 -	TARN ET GARONNE	15 757	358 750	27 893	635 058	43 650	993 808
83 -	VAR	82 041	1 867 881	419 339	9 547 364	501 380	11 415 245
84 -	VAUCLUSE	25 273	575 407	183 904	4 187 062	209 177	4 762 469
85 -	VENDEE	26 630	606 303	45 339	1 032 263	71 969	1 638 565
86 -	VIENNE	24 122	549 201	56 539	1 287 260	80 661	1 836 462
87 -	VIENNE (HAUTE)	12 059	274 555	84 639	1 927 031	96 698	2 201 586
88 -	VOSGES	24 007	546 583	24 925	567 484	48 932	1 114 067
89 -	YONNE	41 135	936 547	45 777	1 042 235	86 912	1 978 782
90 -	TER. DE BELFORT	8 788	200 082	19 959	454 420	28 747	654 502
971 -	GUADELOUPE	7 163	163 085	48 592	1 106 326	55 755	1 269 410
972 -	MARTINIQUE	12 595	286 759	76 748	1 747 372	89 343	2 034 130
973 -	GUYANE	3 525	80 256	24 623	560 608	28 148	640 864
974 -	REUNION (LA)	6 930	157 780	140 557	3 200 153	147 487	3 357 933
975 -	SPM	84	1 912	0	0	84	1 912
TOTAL (hors Ile de France)		2 663 493	60 641 482	12 494 656	284 473 980	15 158 149	345 115 462

75 -	PARIS	0	0	6 126 254	34 870 105	6 126 254	34 870 105
77 -	SEINE-ET-MARNE	121 487	691 493	254 934	1 451 062	376 421	2 142 556
78 -	YVELINES	46 639	265 465	504 773	2 873 124	551 412	3 138 589
91 -	ESSONNE	55 757	317 364	217 713	1 239 203	273 470	1 556 567
92 -	HAUTS DE SEINE	4 368	24 862	1 581 835	9 003 667	1 586 203	9 028 529
93 -	SEINE SAINT DENIS	2 559	14 566	774 075	4 405 968	776 634	4 420 533
94 -	VAL DE MARNE	11 223	63 880	676 246	3 849 133	687 469	3 913 014
95 -	VAL D'OISE	61 921	352 449	326 786	1 860 037	388 707	2 212 486
TOTAL pour les départements de l'Ile de France (25%)		303 954	1 730 080	10 462 616	59 552 300	10 766 570	61 282 380

Part REGION ILE-DE-France (25%)							61 282 380
SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE (50%)							122 564 760
TOTAL pour l'Ile de France							245 129 519

TOTAL GENERAL	2 967 447	62 371 562	22 957 272	344 026 280	25 924 719	590 244 981
----------------------	------------------	-------------------	-------------------	--------------------	-------------------	--------------------

RECENSEMENT DES AMENDES DE POLICE
COMPARAISON DU NOMBRE D'AMENDES DRESSEES ENTRE 2008 ET 2009

N°	DEPARTEMENT	CONTRAVENTIONS 2008				CONTRAVENTIONS 2009								
		GENDAR.	NATION.	MUNIC.	TOTAL	GENDARMERIE		POLICE				PVE	TOTAL	
						NBRE	ECART 09/08	NATIONALE	ECART 09/08	MUNICIPALE	ECART 09/08	NBRE	NBRE	ECART 09/08
76	SEINE MARITIME	47 797	123 267	191 285	362 349	46 889	-1,90%	168 034	36,32%	252 861	32,19%	1	467 785	29,10%
79	SEVRES (DEUX)	21 554	7 410	21 540	50 504	24 211	12,33%	7 567	2,12%	25 476	18,27%	0	57 254	13,37%
80	SOMME	35 202	22 175	64 919	122 296	38 474	9,29%	19 928	-10,13%	62 020	-4,47%	989	121 411	-0,72%
81	TARN	12 860	14 240	49 133	76 233	13 790	7,23%	15 655	9,94%	51 816	5,46%	0	81 261	6,60%
82	TARN ET GARONNE	16 402	10 052	13 756	40 210	16 873	2,87%	8 055	-19,87%	18 722	36,10%	0	43 650	8,56%
83	VAR	50 155	96 160	302 552	448 867	53 695	7,06%	91 992	-4,33%	355 693	17,56%	0	501 380	11,70%
84	VAUCLUSE	29 543	18 942	116 015	164 500	31 654	7,15%	19 943	5,28%	157 580	35,83%	0	209 177	27,16%
85	VENDEE	30 975	9 855	28 822	69 652	29 714	-4,07%	7 736	-21,50%	34 519	19,77%	0	71 969	3,33%
86	VIENNE	23 724	14 696	47 128	85 548	23 904	0,76%	12 587	-14,35%	44 170	-6,28%	0	80 661	-5,71%
87	VIENNE (HAUTE)	14 349	17 193	70 409	101 951	12 613	-12,10%	16 436	-4,40%	67 649	-3,92%	0	96 698	-5,15%
88	VOSGES	16 281	6 000	27 777	50 058	17 037	4,64%	5 604	-6,60%	26 291	-5,35%	0	48 932	-2,25%
89	YONNE	26 099	8 163	27 020	61 282	41 043	57,26%	10 779	32,05%	35 090	29,87%	0	86 912	41,82%
90	TER. DE BELFORT	7 642	4 734	15 947	28 323	8 436	10,39%	5 733	21,10%	14 578	-8,58%	0	28 747	1,50%
971	GUADELOUPE	29 921	24 974	26 122	81 017	23 063	-22,92%	16 813	-32,68%	15 879	-39,21%	0	55 755	-31,18%
972	MARTINIQUE	32 274	21 085	52 444	105 803	25 645	-20,54%	14 944	-29,12%	48 754	-7,04%	0	89 343	-15,56%
973	GUYANE	7 636	13 691	2 980	24 307	13 720	79,68%	11 464	-16,27%	2 964	-0,54%	0	28 148	15,80%
974	REUNION (LA)	32 677	38 719	43 720	115 116	35 737	9,36%	37 851	-2,24%	73 899	69,03%	0	147 487	28,12%
975	SPM	153	0	0	153	84	-45,10%	0	0,00%	0	0,00%	0	84	-45,10%
TOTAL hors ILE DE France		2 592 336	2 811 750	8 958 052	14 362 138	2 570 491	-0,84%	2 750 795	-2,17%	9 829 701	9,73%	7 162	15 158 149	5,54%
75	PARIS	850	6 262 083	0	6 262 933	545	-35,88%	6 121 133	-2,25%	0	0,00%	4 576	6 126 254	-2,18%
77	SEINE ET MARNE	57 538	130 153	174 580	362 271	57 885	0,60%	124 332	-4,47%	191 635	9,77%	2 569	376 421	3,91%
78	YVELINES	25 518	102 346	380 360	508 224	25 152	-1,43%	80 087	-21,75%	445 899	17,23%	274	551 412	8,50%
91	ESSONNE	33 085	114 992	105 657	253 734	34 026	2,84%	118 544	3,09%	120 494	14,04%	406	273 470	7,78%
92	HAUTS DE SEINE	299	216 650	1 283 378	1 500 327	416	39,13%	212 606	-1,87%	1 356 584	5,70%	16 597	1 586 203	5,72%
93	SEINE SAINT	239	255 263	504 520	760 022	294	23,01%	231 458	-9,33%	544 697	7,96%	185	776 634	2,19%
94	VAL DE MARNE	865	219 985	450 261	671 111	922	6,59%	194 676	-11,50%	490 837	9,01%	1 034	687 469	2,44%
95	VAL D'OISE	31 561	159 140	187 166	377 867	27 800	-11,92%	159 531	0,25%	201 316	7,56%	60	388 707	2,87%
TOTAL ILE DE France		149 955	7 460 612	3 085 922	10 696 489	147 040	-1,94%	7 242 367	-2,93%	3 351 462	8,60%	25 701	10 766 570	0,66%
TOTAL GENERAL		2 742 291	10 272 362	12 043 974	25 058 627	2 717 531	-0,90%	9 993 162	-2,72%	13 181 163	9,44%	32 863	25 924 719	3,46%